

*L'Adresse—M. de Corneille*

Et je vous lis la suite:

Nous prend-il pour des imbéciles? Il nous a rabâché toutes sortes de lieux communs pendant 33 minutes, comme si les Canadiens n'étaient qu'une bande d'idiots incapables de voir la réalité en face... nous devons tous espérer que Mulroney a su s'entourer d'hommes plus intelligents que ces idées ne semblent l'être.

**M. le vice-président:** Je rappelle au député qu'il doit désigner ses collègues par leur titre et non par leur nom.

**M. de Corneille:** Monsieur le Président, il s'agissait d'une citation.

**M. le vice-président:** Peu importe.

**M. de Corneille:** Pourquoi ce jugement à l'égard du discours du trône est-il si sévère? Après tout, il est vrai que les discours du trône sont toujours assez généraux, et c'est en tout cas vrai pour celui-ci. Néanmoins, la tradition autant que le bon sens exigent que le gouvernement annonce dans son discours du trône les politiques et les mesures législatives qu'il compte présenter au cours de la session parlementaire. Voilà pourquoi le discours est lu à l'ouverture du Parlement. C'est afin de nous donner un plan directeur pour l'avenir. Ce texte est tellement important que les membres du Sénat et de la Chambre des communes l'attendent avec grande impatience. Les médias y consacrent des reportages télévisés à l'échelle nationale afin que le peuple puisse prendre connaissance des mesures que le gouvernement entend mettre en œuvre pendant les années à venir.

Certes, il est vrai que les conservateurs ont promis mer et monde aux Canadiens lors de la campagne électorale; mais ils ont divulgué peu de détails sur leurs projets. Voilà pourquoi il était en quelque sorte difficile aux rédacteurs du discours du trône de reprendre des programmes précis de la campagne électorale. Les conservateurs ne pouvaient pas nous révéler quoi que ce soit lors de la campagne, mais le discours du trône était tout indiqué pour dévoiler à la population et à la Chambre des communes le programme législatif à venir.

Si le gouvernement avait effectivement un programme politique, nous devons en déduire qu'il l'a délibérément caché à l'opposition, aux médias et aux Canadiens, auquel cas il a cherché à nous tromper et à nous bernier. D'autre part, s'il est vrai que le gouvernement n'a pas de programme, pareille lacune confirme ce que beaucoup de gens soupçonnaient au sujet des conservateurs, mais sans pouvoir le prouver, lors de la campagne électorale. Quoi qu'il en soit, on est tous dans le même bateau pour l'instant. De toute façon, les perspectives ne sont pas des plus reluisantes.

On aurait pu croire que les conservateurs auraient profité de l'occasion. Leur parti a été porté au pouvoir par une lame de fond avec le mandat d'opérer des changements. C'était là une occasion rêvée. Ils auraient pu exposer aux Canadiens, dans le discours du trône, les problèmes concrets qui accablent le pays et la planète à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Ils auraient pu y établir les objectifs et le programme des quatre prochaines années. Ils auraient pu nous y donner un aperçu de l'avenir. Ils avaient la possibilité de nous expliquer, car la nation était en droit de les connaître, quels étaient les dangers et les défis qu'ils choisiraient de surmonter ainsi que les possibilités et les orientations futures pour lesquelles ils opéreraient. Mais ils s'en sont tenus à un discours à courte vue—un discours narcissique. Ce discours visait à nous anesthésier pour nous mettre en confiance.

Le discours du trône n'avait rien à voir avec la réalité. Il ne nous disait rien des vrais problèmes et défis qui sont les nôtres

et partant, de la façon dont le gouvernement entendait y faire face. Par exemple, où nous disait-on dans le discours que bien avant d'entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle, nous serions balayés par une révolution technologique de l'informatique et de la robotique qui nécessiterait de nous une tout autre orientation et une adaptation majeure? Où était-il dit que nous aurions besoin d'une population très instruite; qu'il nous faudrait redéfinir le travail, la durée du travail et le lieu de travail; qu'il y aurait des essais, des modèles et des programmes nouveaux en matière de temps partagé et de partage des bénéfiques, de loisirs et de productivité? Pourquoi le gouvernement ne nous disait-il pas franchement qu'il y aurait une érosion de la classe moyenne au fur et à mesure que les cols blancs et les cols bleus seraient forcés d'occuper des emplois moins rémunérateurs? Qu'est-ce que le gouvernement conservateur avait à proposer pour empêcher cette érosion de la classe moyenne?

• (1410)

Au seuil de la révolution technologique, qu'est-ce que le gouvernement avait à dire des nombreux travailleurs expérimentés, qualifiés et talentueux de plus de 50 ans qui seraient mis à pied, ou à conseiller aux jeunes sur la façon de se préparer en vue de cette ère nouvelle? Que disait-on dans le discours de la crise internationale en matière d'alimentation et d'agriculture? Où nous rappelait-on que nous, Canadiens, puissions dans nos précieuses ressources que sont le sol et l'eau à un rythme tel que si nous ne faisons pas quelque chose, nous ne pourrions peut-être plus exporter de denrées alimentaires dans vingt-cinq ans, parce que nous serions alors à peine en mesure de nous nourrir nous-mêmes? Que disait le discours des ravages des pluies acides? Qu'avait-il à dire du plomb, des poisons et des insecticides qui polluent notre sol, notre air et notre eau? Qu'est-ce qu'il avait à dire des problèmes énormes que nous avons au Canada et dans l'ensemble du monde?

Le discours du trône aurait pu donner le ton, il aurait pu nous dire comment le Canada allait mobiliser ses énergies pour faire face à ces défis. Il aurait pu nous mettre en face de cette réalité tragique des pays du tiers monde, affamés et démunis. Il aurait pu nous parler des ravages subis par leurs économies, à cause en partie des hauts taux d'intérêt américains et en partie du refus des Américains de participer au dialogue Nord-Sud. Le discours aurait pu nous dire ce que nous en pensions. Il aurait pu nous dire la vérité sur la faim, la maladie et la pauvreté qui accablent la plus grande partie de l'humanité. Il aurait pu nous donner les objectifs législatifs précis que le gouvernement se devait de nous proposer.

On n'y trouve pas un mot, monsieur le Président, sur la tragique famine en Éthiopie. Encore moins sur les ravages que la faim inflige à l'ensemble du continent africain. Toutes ces souffrances incroyables n'ont attiré, pour toutes paroles de sympathie, que cette mention du «besoin constant d'aide au développement» et du «travail humanitaire efficace et hautement valable que nos organisations bénévoles et indépendantes accomplissent». Pas de programmes, pas de plans, pas de solutions. Pas question d'action. Simplement, le laissez-faire cynique, cruel, passif, dépourvu de sympathie, d'une approche conservatrice qui ne tient pas à parler des vrais problèmes pour nous laisser bonne opinion de nous-mêmes. Il a fallu que les médias parlent du désastre éthiopien, au cours des dernières